

**COMMUNIQUE**

Paris, le 19 juin 2025

Bilan du CSA ministériel des 10 et 11 juin 2025 : entre annonces, attentes et exigence de résultats

Revalorisation IFSE : un effort encore insuffisant : **FO Agriculture** prend acte des éléments présentés par la secrétaire générale. Si la revalorisation de l'IFSE (18,4 M€ pour 12 000 agents) est présentée comme une avancée, elle reste loin des attentes exprimées, en particulier pour les catégories C et B et pour dans l'enseignement agricole. Les limites budgétaires invoquées ne sauraient justifier un blocage durable des revalorisations et des moyens humains.

Reconnaitances et chantiers en cours : **FO Agriculture** souligne néanmoins des évolutions positives : travail pour la reconnaissance en catégorie active pour certains agents d'abattoirs et aux frontières, progression du taux d'emploi des personnes en situation de handicap (5,36 % en 2025), déploiement de la signature électronique des contrats, et préparation d'un vote électronique pour les prochaines élections.

Conditions de travail et prévention des agressions : La qualité de vie au travail fait l'objet d'un accord de méthode en cours de signature. **FO Agriculture** attend des mesures concrètes, notamment pour prévenir les agressions. Les situations des AESH, la gestion des aides à Mayotte après la tempête Chido, ou la prime de gestion de crise appellent à une vigilance renforcée : **FO Agriculture** exige équité, transparence, et application effective des engagements.

Dossiers laissés sans réponse : Sur d'autres sujets évoqués (police sanitaire unique, Brexit, soutien à l'ASMA, loi Duplomb), **FO Agriculture** déplore l'absence de réponses concrètes. Il est indispensable que le dialogue social ne se limite pas à une simple information descendante.

Refondation des missions : FO Agriculture dénonce l'opacité : **FO Agriculture** alerte sur l'absence de concertation dans le cadre de la refondation de l'action publique. La phase actuelle d'échanges entre ministères se déroule dans une opacité totale. **FO Agriculture** refuse une réforme imposée sans débat ni anticipation.

Modernisation de la fonction RH : attention aux moyens : **FO Agriculture** salue les objectifs annoncés (outils modernisés, RH de proximité, attractivité renforcée), mais alerte sur les risques : surcharge persistante des agents RH, déshumanisation du lien avec les agents, incertitudes sur les moyens. La réussite dépend d'un phasage réaliste et d'un dialogue social constant.

Réforme du statut des TSMA : des avancées à consolider : La réforme, adoptée à l'unanimité, prévoit des ouvertures positives (accès au concours dès le BTS, maintien du bénéfice du concours). **FO Agriculture** soutient la dynamique mais alerte sur les risques de désorganisation des formations, les concours exceptionnels, et l'articulation avec les nouveaux diplômes comme le Bachelor.

Cadeaux et invitations : un encadrement à affiner : Le projet de note, adopté avec amendements, prévoit un cadre équilibré. **FO Agriculture** souligne néanmoins la nécessité d'une adaptation aux réalités de terrain, de clarifications sur les seuils et la diffusion claire des règles, notamment pour les agents éloignés des réseaux d'information.

Déontologie : un outil à renforcer : **FO Agriculture** prend acte de l'activité du Collège de déontologie mais regrette le faible niveau de communication autour de ses missions. **FO Agriculture** demande l'élaboration d'un code de déontologie ministériel, une meilleure traçabilité des autorisations, et un accompagnement renforcé des agents, en particulier contractuels.

**FO Agriculture continuera de défendre une ligne de clarté, d'équité
et d'engagement concret pour les agents du ministère.**

